

REGLEMENT INTERIEUR

Chapitre I : LES REGLES DE VIE DANS L'ETABLISSEMENT

- Article 1 : Les horaires
- Article 2 : Les déplacements des élèves
- Article 3 : Le régime de sortie des élèves
- Article 4 : Les modifications ponctuelles de l'emploi du temps
- Article 5 : La surveillance des élèves
- Article 6 : Le service de demi-pension
- Article 7 : L'organisation des soins et des urgences
- Article 8 : L'usage de biens personnels
- Article 9 : Les relations entre l'établissement et les familles

Chapitre II : L'ORGANISATION DE LA VIE SCOLAIRE ET DES ETUDES

- Article 1 : Le carnet de liaison
- Article 2 : La gestion des retards et des absences des élèves
- Article 3 : L'évaluation du travail
- Article 4 : Le Centre de Documentation et d'Information (C.D.I)
- Article 5 : Le Psychologue de l'Education Nationale
- Article 6 : La sécurité

Article 7 : L'Association Sportive (A.S)

Article 8 : Le Foyer Socio – Educatif (F.S.E)

Chapitre III : LES DROITS ET LES DEVOIRS DES ELEVES

- Article 1 : Les droits des élèves
- Article 2 : Les devoirs des élèves

Chapitre IV : LA DISCIPLINE

- Article 1 : Les punitions scolaires
- Article 2 : Les sanctions disciplinaires
- Article 3 : Les mesures de réparation
- Article 4 : Les dispositifs alternatifs et d'accompagnement

REGLEMENT DE LA DEMI-PENSION

A compter du 1^{er} janvier 2019, c'est désormais la société C'MIDY qui a la charge de l'inscription, de la facturation et de l'encaissement des créances concernant la demi-pension.

L'intégralité du règlement de restauration est disponible sur la plateforme SO'HAPPY ou sur le site internet du collège.

Néanmoins, au sein du restaurant scolaire, les élèves sont toujours sous la responsabilité du collège et le règlement intérieur de l'établissement s'y applique.

Le Règlement Intérieur organise la vie de la communauté scolaire. Il définit les droits et les devoirs de chacun des membres de la communauté éducative. Son application doit permettre un climat de confiance, d'ordre, de coopération et de respect mutuel propice à la réussite des élèves et à l'apprentissage de la vie en collectivité.

Le Chef d'Etablissement assure l'application du Règlement Intérieur.

Chapitre I : REGLES DE VIE DANS L'ETABLISSEMENT

Article 1 : Les horaires

L'ouverture du portail se fait à **8h10** chaque matin, et 10 minutes avant le début de chaque heure de cours. **Les élèves doivent être présents dans l'établissement au plus tard 5 minutes avant le début de chaque cours ; passé ce délai, l'élève est considéré en retard.**

Les cours se déroulent les lundis, mardis, jeudis et vendredis entre 8h25 et **18h00**, le mercredi entre 8h25 et 12h40.
Le collège est ouvert de **8h10** à 18h00 les lundis, mardis, jeudis et **vendredis** et de **8h10** à 12h40, le mercredi.

L'établissement est responsable des élèves dans le cadre fixé par l'emploi du temps de la classe.

	Ouverture de la grille	Sonnerie	Séquence
M1	08h10-08h25	08h20	08h25-09h20
M2	09h15-09h25	09h20	09h25-10h20
Récréation 10h20-10h35 (Grille ouverte)			
M3	10h20-10h35	10h35	10h40-11h35
M4	11h30-11h40	11h35	11h40-12h35
Pause méridienne 12h35-13h55			
S1	13h45-14h00	13h55	14h00-14h55
S2	14h50-15h00	14h55	15h00-15h55
Récréation 15h55-16h05 (Grille ouverte)			
S3	15h55-16h05	16h05	16h10-17h05
S4	17h00-17h10	17h05	17h10-18h00

Article 2 : Les déplacements des élèves

En début de demi-journée ou après les récréations, **les élèves sont mis en rang dans la cour**. Aux interclasses, les élèves rejoignent sans détour et dans le calme, la salle du cours suivant. La ponctualité est de rigueur. Au retentissement de la deuxième sonnerie, les élèves sont considérés en retard.

En dehors des cours, les élèves ne sont pas autorisés à stationner ni à circuler dans les couloirs ou dans le hall sans surveillance. Pendant le temps de la demi-pension et des récréations, les élèves sont dans la cour ou sous le préau.

En cas de problème survenu pendant un cours, un élève doit être accompagné par un camarade désigné par le professeur jusqu'au bureau Vie Scolaire.

Les déplacements en Education Physique et Sportive.

Les élèves se rendent sur les installations sportives et retournent au collège accompagnés par le professeur d'EPS. Sur le trajet, ils respectent les consignes données par le professeur.

Article 3 : Régime de sortie des élèves

L'élève externe quitte le collège après le dernier cours de la demi-journée inscrit à l'emploi du temps.

L'élève demi-pensionnaire ne peut quitter le collège qu'à la dernière heure de cours de la journée conformément à l'emploi du temps.

Les élèves demi-pensionnaires n'ayant pas cours l'après-midi quittent le collège à 13h45 après avoir pris leur repas.

Cependant, à la demande des parents, en cas d'absence de professeur, les élèves peuvent quitter le collège après la dernière heure effective de cours de la demi-journée pour les externes ou après la dernière heure effective de cours de la journée pour les demi-pensionnaires.

Les parents doivent alors avoir signé, en début d'année, l'autorisation de sortie permanente au dos du carnet de liaison.

Aucun élève n'est autorisé à quitter le collège entre deux cours ou à ressortir du collège à partir du moment où il y est entré. Tout élève qui se présente devant l'établissement est tenu d'y entrer-même en cas d'absence imprévue d'un professeur constatée à l'arrivée au collège.

Article 4 : Modifications ponctuelles de l'emploi du temps

En cas d'absence de professeur, l'emploi du temps de la classe peut être modifié pour éviter des permanences. Dans ce cas, la modification doit intervenir au plus tard la veille pour le lendemain, de sorte que les familles puissent en être averties par le biais du carnet de liaison et *via* le logiciel de vie scolaire utilisé par l'établissement. Sauf cas exceptionnel, aucune modification d'emploi du temps ne sera autorisée le jour-même.

Article 5 : La surveillance des élèves

La surveillance des élèves est l'affaire de tous les personnels du collège. Le Conseiller-Principal d'Education, responsable du service Vie Scolaire, organise la surveillance avec l'équipe des assistants d'éducation pendant les permanences, les interclasses, les récréations et le temps de demi-pension. Il organise le passage des élèves au restaurant scolaire. De même, il est chargé d'organiser la surveillance à l'entrée du collège au moment de l'ouverture du portail. Les professeurs, dès lors qu'ils ont pris leurs élèves en charge, sont tenus d'en assurer la surveillance.

Article 6 : Le service de demi-pension

La demi-pension est un service rendu aux familles. L'inscription à la demi-pension vaut acceptation par la famille et par l'élève du règlement de la demi-pension.

Pendant la pause déjeuner, des écarts de conduite peuvent donner lieu à des punitions ou à des sanctions.

Article 7 : L'organisation des soins et des urgences

L'infirmière est présente dans l'établissement selon un emploi du temps qu'elle diffuse à l'ensemble de ses usagers, à la rentrée scolaire. Chacun doit signaler à un adulte tout accident dont il est témoin. En cas d'absence de l'infirmière, un élève souffrant doit se rendre, accompagné par un camarade, au bureau Vie Scolaire. La famille est contactée, le cas échéant, pour une prise en charge dans les plus brefs délais. Dans ce cas l'élève sera alors remis à sa famille après signature d'une décharge de responsabilité.

En cas de malaise ou d'accident présentant une certaine gravité, les services de secours sont prévenus et décident de la suite à donner. La famille en est informée au plus tôt.

Lors d'activités se déroulant à l'extérieur (sorties scolaires, activités sportives) le professeur responsable de l'activité appellera les secours et la direction, qui informera la famille.

Les élèves ne doivent conserver sur eux aucun médicament de quelque nature qu'il soit. Si un élève doit suivre un traitement pour maladie chronique, ses parents prendront rendez-vous avec l'infirmière.

Article 8 : Usage de biens personnels

L'utilisation d'un téléphone mobile ou de tout autre terminal de communications électroniques (tablettes et montres connectées) par un élève est interdite au sein de l'établissement, ainsi que lors des sorties pédagogiques à l'extérieur de son enceinte. Les téléphones mobiles doivent être éteints et rangés. Leur usage entraînera une punition ou la confiscation de l'appareil ; si l'usage de l'appareil entraîne sa confiscation, celle-ci ne sera opérée que par un personnel de direction, d'enseignement, d'éducation ou de surveillance. Les personnels habilités à confisquer le bien de l'élève respecteront la procédure suivante :

- Mise sous pli devant l'élève,
- Dépôt dans le coffre-fort du bureau du chef d'établissement.

Leur restitution se fera à la fin des activités d'enseignement de la journée, à l'élève lui-même ou à l'un de ses responsables légaux, par un personnel de direction ou CPE.

Toutefois l'utilisation d'un téléphone mobile ou d'un terminal connecté peut être exceptionnellement autorisée à des fins pédagogiques par les enseignants ; ils en fixeront les règles et les limites. De plus, les élèves seront autorisés à utiliser leur téléphone mobile, avec l'accord du CPE, pour appeler leur famille, dans un bureau prévu à cet effet.

Les élèves porteurs de handicap et/ou de troubles de santé invalidants sont autorisés à utiliser leur mobile ou terminal de communication dans une situation relative à leur handicap.

Il est fortement déconseillé d'être en possession d'objets de valeur ou de sommes d'argent qui sont susceptibles d'engendrer des désordres.

L'établissement ne sera en aucun cas tenu responsable des vols.

Article 9 : Les relations entre l'établissement et les familles

Les familles font partie de la communauté scolaire. Par leurs représentants au Conseil d'Administration et aux instances qui en émanent, par leurs représentants aux conseils de classe, elles sont les interlocutrices privilégiées de l'équipe éducative.

Rencontres parents - équipes éducatives

Les parents souhaitant rencontrer le Chef d'Etablissement sont invités à prendre rendez-vous auprès du secrétariat.

Les parents souhaitant rencontrer le Conseiller Principal d'Education prennent rendez-vous auprès de lui.

Ils rencontrent les professeurs à l'occasion de réunions parents-professeurs organisées au cours de l'année scolaire ou en entretien individuel en prenant rendez-vous par le biais du carnet de liaison ou tout autre moyen de communication dont dispose l'établissement.

Ils peuvent prendre également rendez-vous auprès du professeur principal qui est le représentant de l'équipe pédagogique.

Article 1 : Le carnet de liaison

Le jour de la rentrée, chaque élève reçoit en prêt un carnet de liaison qui doit toujours être en sa possession. L'élève doit le présenter à tout adulte de l'établissement qui en fait la demande.

Le carnet permet à l'élève de quitter l'établissement à l'heure indiquée sur l'emploi du temps.

Il est le lien privilégié et permanent entre l'équipe éducative et la famille. L'élève doit le tenir avec soin et inscrire toutes les informations destinées à sa famille, qui doit le consulter régulièrement.

Si le carnet est perdu ou détérioré, la famille est tenue d'acheter un nouvel exemplaire dans les plus brefs délais. Une photo récente doit être obligatoirement collée au dos.

En cas d'oubli de carnet à l'entrée au collège, l'élève restera en salle d'étude une heure au-delà de son emploi du temps. Ses parents en seront avertis.

Article 2 : Gestion des retards et absences des élèves

Le Conseiller Principal d'Education assure le suivi des absences et des retards et utilise à cette fin le carnet de liaison. Tout retard ou absence doit être justifié par les familles.

Retards : ils perturbent le déroulement du cours et ne peuvent donc être qu'exceptionnels. Le service Vie Scolaire décidera du retour ou non de l'élève en classe. La répétition des retards donne lieu à une retenue. Le billet de retard, visé par la famille, doit être remis au bureau Vie Scolaire dès le lendemain matin avant la première heure de cours.

Absences : La famille doit prévenir, dès que possible l'établissement de l'absence de l'élève en téléphonant au service Vie Scolaire. Cet appel n'est pas suffisant pour justifier administrativement une absence. Pour ce faire, il faudra remplir et signer le billet prévu à cet effet dans le carnet de liaison et le déposer au service Vie Scolaire dès le retour de l'élève.

Après une absence, l'élève devra rattraper, dans les meilleurs délais, les cours auxquels il n'a pas assisté.

Commission absentéisme

Elle est mise en place en début d'année. Quand un élève présente un absentéisme non justifié, la commission se réunit afin d'élaborer des stratégies à mettre en œuvre, impliquant tous les membres de la communauté éducative, en liaison le cas échéant, avec des services extérieurs chargés de l'enfance.

L'absentéisme injustifié d'un élève peut être le signe de difficultés diverses et donne lieu à un signalement auprès des services de la Direction Académique.

Absences et dispenses en EPS

Les cours d'EPS nécessitent une tenue spécifique obligatoire (chaussures de sport et vêtement adaptés).

L'EPS est une DISCIPLINE OBLIGATOIRE.

Les élèves présentant un certificat médical les dispensant plus de 15 jours sont autorisés à ne pas assister au cours. Dans le cas d'une dispense de moins de 15 jours avec certificat médical, l'élève est tenu d'être présent en cours.

En cas de dispense occasionnelle, sans certificat médical, les parents doivent remplir le billet prévu à cet effet dans le carnet de liaison.

Pour toute absence à l'évaluation, un certificat médical doit être présenté.

Article 3 : Evaluation du travail scolaire

Elle est de la responsabilité des professeurs qui en définissent les critères, individuellement ou collectivement, au sein des équipes pédagogiques et en concertation avec le Chef d'Etablissement.

Les professeurs évaluent le travail des élèves, et les résultats (notes et évaluation des compétences) sont communiqués aux familles.

Selon le découpage pédagogique (voté en Conseil d'Administration - trimestre/semestre), à la fin de chacune de ces périodes, le conseil de classe examine les résultats des élèves et le bulletin scolaire est remis aux familles.

Les notes doivent évaluer le travail de l'élève.

Une copie blanche rendue le jour du contrôle ou une copie entachée de tricherie justifie d'avoir recours à la note zéro.

Lorsqu'un élève ne rend pas un travail, il pourra être retenu dans l'établissement pour se soumettre à l'exercice demandé par l'enseignant.

Lors d'une absence à un contrôle prévu, le professeur vérifie auprès du CPE, seule habilité à le faire, si celle-ci est justifiée et peut imposer à l'élève de rattraper son contrôle lors d'une autre séance. Il ne peut sanctionner cette absence par un zéro.

Article 4 : Le Centre de Documentation et d'Information (C.D.I)

Il est placé sous la responsabilité du professeur documentaliste. Les horaires d'ouverture sont indiqués en début d'année. Les élèves y sont accueillis à des fins culturelles (lecture, recherche d'information) et pédagogiques (EMI – éducation aux médias et à l'information). Ils y ont accès en classe, lors de projets avec leur professeur ou en autonomie.

Le CDI est un lieu calme ; sa fréquentation implique le respect des documents et du matériel. Le règlement intérieur de l'établissement s'y applique.

Article 5 : Le psychologue de l'éducation nationale (Psy-EN)

Un psychologue de l'éducation nationale est affecté au collège, où il assure une permanence. Il conseille les élèves pour les aider à faire des choix d'orientation, ou en cas de difficultés scolaires. Il travaille en collaboration avec les professeurs principaux pour organiser la poursuite de scolarité des élèves de 3ème.

Il reçoit les élèves et/ou les familles sur rendez-vous pour des entretiens individuels et confidentiels. Les élèves prennent rendez-vous auprès du service Vie Scolaire. Les entretiens se font sur le temps scolaire. : les élèves doivent alors prévenir leur professeur de leur rendez-vous.

Article 6 : Sécurité

En raison de la configuration des lieux, les élèves sont priés de ne pas s'attarder aux abords du collège *avant et après les cours*.

Du 4 au 28 de la rue de Seine, les usagers d'un « deux roues » doivent emprunter la piste cyclable, mettre pied à terre sur le trottoir devant le collège, dans l'enceinte du collège et, impérativement, l'attacher dans le local à vélo mis à leur disposition. L'établissement décline toute responsabilité en cas de vol de « deux roues ».

Incendie

Les consignes d'évacuation relatives à un incendie, affichées dans toutes les salles et les couloirs de l'établissement, sont commentées en début d'année par le professeur principal.

Les consignes, données lors d'un exercice d'évacuation, doivent être scrupuleusement respectées. **Trois exercices seront organisés chaque année.**

Les matériels de sécurité incendie (extincteurs, alarmes, trappes de désenfumage, portes coupe-feu, tableaux d'évacuation, signalétiques...) garantissent la sécurité de tous, en cas de sinistre. Nul ne doit les manipuler ni les dégrader sous peine de sanctions sévères.

PPMS-Plan particulier de mise en sûreté

Pour se préparer à de potentiels risques ou accidents majeurs (qu'ils soient d'origine naturelle, technologique ou humaine) et acquérir une culture de la sécurité, des exercices de mise en sûreté seront régulièrement organisés.

Tenues vestimentaires

Les tenues incompatibles avec certains enseignements, susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou les règles d'hygiène ou encore d'entraîner des troubles de fonctionnement dans l'établissement sont interdites.

Objets et produits dangereux

Tout spray ou vaporisateur (parfum, déodorant, etc.), couteau, laser, briquet ou tout objet pouvant être utilisé à mauvais escient est interdit au collège. Seul le matériel scolaire est autorisé en classe ainsi que dans la cour. Il en va de la sécurité de tous et de l'élève lui-même.

Il est strictement interdit d'apporter au collège des armes ou des objets dangereux, quelle qu'en soit la nature. Est considéré comme objet dangereux tout objet susceptible de blesser autrui. L'objet sera saisi et remis au responsable légal sans préjuger selon les cas, d'application de sanction disciplinaire ou d'une saisine de la justice.

L'introduction et la consommation de produits stupéfiants, d'alcool et la consommation de tabac sont expressément interdites dans l'enceinte de l'établissement (cour, bâtiments, réfectoire, installations sportives,) et lors des trajets menant au stade ou lors des sorties scolaires.

Accident d'élèves :

En cas d'accident, les élèves doivent prévenir en priorité l'infirmière, ou le Conseiller Principal d'Education. Une déclaration d'accident doit être faite par la personne qui a assisté à l'accident ou en a eu connaissance, dans les plus brefs délais. Elle sera transmise aux services académiques. Les familles pourront demander une copie de la déclaration d'accident.

Assurances

Les élèves sont assurés par le collège pour toutes les activités obligatoires organisées par l'établissement.

L'assurance est obligatoire pour les activités facultatives. Les responsables légaux doivent donc contracter une assurance (responsabilité civile) pour les dommages qui peuvent mettre en cause leur enfant et (garantie accident) pour les dommages dont il serait victime.

Article 7 : L'association sportive (A. S)

Elle propose différentes activités encadrées par les professeurs d'EPS. Les élèves s'y inscrivent, s'ils le souhaitent, en début d'année en réglant l'adhésion.

Article 8 : Le Foyer Socio-éducatif (F.S.E)

Le F.S.E propose des clubs sur le temps péri-éducatif. Les élèves s'y inscrivent, s'ils le désirent, en début d'année, en s'acquittant des droits d'inscription.

Article 1 : Les droits des élèves

Droit à l'enseignement dans le respect des principes et valeurs qui régissent le service public d'éducation : la gratuité de l'enseignement, la neutralité et la laïcité, le travail, l'assiduité et la ponctualité, le devoir de tolérance et le respect d'autrui, l'égalité des chances et de traitement entre filles et garçons, les garanties de protection contre toute forme de violence psychologique, physique ou morale.

Les horaires réglementaires doivent être respectés car ils sont pour partie garants de l'égalité des chances pour tous les élèves.

Droit d'expression collective et droit de réunion

Les élèves disposent, par l'intermédiaire de leurs délégués élus chaque année en début d'année scolaire, du droit d'expression collective et du droit de réunion. Lorsque les délégués des élèves souhaitent se réunir, ils doivent en informer le Chef d'Etablissement qui fixera avec eux les modalités de la réunion et leur donnera l'autorisation.

Droit de participer à la gestion du F.S.E et de l'A.S. et de s'investir dans le Conseil de Vie Collégienne.

Article 2 : Les devoirs des élèves

Obligation d'assiduité

Les élèves ont l'obligation d'assister à tous les cours inscrits à l'emploi du temps. L'assiduité aux cours s'impose pour les enseignements obligatoires et facultatifs (si les élèves y sont inscrits).

Les absences figurent sur le bulletin périodique.

Les professeurs ont l'obligation de faire l'appel à chaque début de cours et de saisir informatiquement les absences des élèves afin que le CPE puisse quotidiennement faire l'état des absences et envoyer un sms dans l'heure, aux familles qui n'ont pas prévenu.

Toute absence prévisible de longue durée doit faire l'objet de la part des parents d'une demande écrite au Chef d'Etablissement.

Obligation de ponctualité

L'obligation d'assiduité entraîne l'obligation de ponctualité. En cas de retard, l'élève doit impérativement se présenter au service Vie Scolaire pour justifier son retard.

La ponctualité en cours est de règle tout au long de la journée.

Obligation de travail

Les élèves se doivent d'être en possession du matériel nécessaire pour travailler, de participer en cours et de faire, au mieux de leurs possibilités, le travail scolaire demandé par l'enseignant. Un élève ne peut, en aucun cas, refuser d'étudier certaines parties du programme. En cas de non respect de ces consignes, des punitions ou des sanctions seront envisagées.

Les professeurs informent les élèves des modalités du contrôle des connaissances et les élèves sont tenus de les respecter.

Devoir du respect d'autrui

Le respect mutuel entre adultes et élèves et des élèves entre eux, constitue également un des fondements de la vie collective. Les élèves doivent se conformer aux règles de fonctionnement définies par les membres des équipes pédagogiques et éducatives.

Chacun doit, en toute circonstance, témoigner une attitude tolérante et respectueuse de la personnalité d'autrui et de ses convictions, se montrer correct dans son langage et son comportement.

Tout élève doit enlever son couvre-chef avant d'entrer dans les bâtiments.

A l'occasion d'activités éducatives à l'extérieur de l'établissement, les élèves doivent faire preuve d'un comportement irréprochable.

Devoir de porter une tenue vestimentaire adaptée

Le collège reste un lieu d'enseignement. Chacun veillera à avoir une tenue décente. Les élèves doivent se présenter au collège dans un état de propreté convenable. Leur tenue à l'intérieur comme à l'extérieur du collège (sorties et voyages) doit toujours être correcte et adaptée aux enseignements. Il appartient aux familles d'y veiller.

Respect de la laïcité

Conformément aux dispositions de l'article L.141-5-1 du code de l'éducation, le port de signes ou de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit. Lorsqu'un élève méconnaît cette interdiction, le Chef d'Etablissement organise un dialogue avec cet élève avant l'engagement de toute procédure disciplinaire.

Devoir de n'user d'aucune violence

La violence, qu'elle soit verbale ou physique, ne saurait en aucun cas être tolérée.

Tout comportement violent : brimade, humiliation, harcèlement, violence verbale ou physique, menace, comportement mettant un jeune en danger, racket, dégradation de biens personnels, vol ou tentative de vol... dans l'établissement et à ses abords immédiats, fera l'objet de sanctions disciplinaires et /ou sera susceptible d'une saisine de la justice.

Devoir du respect du cadre de vie

Il est interdit de faire des graffitis ou des « tags ».

De même, les élèves doivent s'interdire de dégrader ou de s'approprier le matériel mis à leur disposition ou les affaires personnelles d'autrui. Les élèves sont aussi tenus de maintenir la propreté des locaux mis à leur disposition.

Il est notamment interdit de cracher par terre pour des raisons d'hygiène.

Les chewing-gums notamment sont interdits dans l'enceinte de l'établissement sous peine de retenue.

Les parents sont civilement responsables de toute dégradation commise par leur enfant.

Les sacs et effets personnels ne doivent pas être entreposés dans les couloirs. Aucun effet personnel ne doit être laissé à l'abandon.

Utilisation du réseau Internet

L'utilisation du réseau informatique est réglementée par une charte signée par l'élève et ses parents.

Chapitre IV : LA DISCIPLINE

I. Punitions et sanctions

La punition et la sanction ont pour finalité d'attribuer à l'élève la responsabilité de ses actes, de lui faire prendre conscience de leurs conséquences et de lui rappeler le sens et l'utilité du règlement, ainsi que les exigences de la vie en collectivité. Les punitions infligées doivent respecter la personne de l'élève et sa dignité.

En cas de non-respect des règles de vie dans le collège, des punitions et/ou des sanctions adaptées sont prévues, dans l'intérêt des élèves concernés et de tous les membres de la communauté scolaire. Toute punition ou sanction doit être motivée et expliquée.

Il est donc nécessaire que la punition et la sanction soient graduées en fonction du manquement à la règle et du fait d'indiscipline. Un registre numérique de sanctions est tenu à jour.

A. Mesures de prévention et d'accompagnement

La commission éducative dont les missions sont désormais définies sur le plan réglementaire voit son rôle renforcé. La commission instituée par l'article R. 511-19-1 du code de l'Education est réunie autant que de besoin selon des modalités prévues par le conseil d'administration de l'établissement scolaire.

La composition de la commission éducative instituée dans le collège est arrêtée par le conseil d'administration et inscrite au règlement intérieur.

La composition actée est la suivante : Chef d'Etablissement, CPE, assistante sociale, infirmière, Psy-EN, le professeur principal, un représentant des professeurs, un représentant des parents. Il a été décidé qu'en l'absence d'un ou plusieurs de ses membres la commission peut siéger valablement.

La commission éducative a pour mission d'examiner la situation d'un élève dont le comportement est inadapté aux règles de vie dans l'établissement ou qui ne répond pas à ses obligations scolaires. Elle doit favoriser la recherche d'une réponse éducative personnalisée. Elle doit amener les élèves, dans une optique pédagogique et éducative, à s'interroger sur le sens de leur conduite, les conséquences de leurs actes pour eux-mêmes et autrui. Le dialogue avec les parents ou le représentant légal de l'élève mineur doit s'engager de manière précoce. Il s'agit de les aider à mieux appréhender le sens des règles de la vie collective au sein de l'établissement. Elle est également consultée lorsque surviennent des incidents graves ou récurrents.

Cette commission a un rôle préventif mais n'exclut pas la possibilité de sanction éventuelle prononcée par le Chef d'Etablissement.

B. Punitions scolaires

Elles peuvent être prononcées par les personnels de direction, d'éducation, de surveillance, les enseignants et par les personnels d'entretien. Elles constituent des réponses immédiates à certains manquements mineurs aux obligations des élèves et aux perturbations dans la vie de la classe ou de l'établissement.

Selon la nature et la gravité des actes commis, les élèves sont passibles :

- d'une observation écrite dans le carnet de liaison,
- de la présentation d'excuses orales et/ou écrites,
- un travail éducatif en rapport avec la nature des faits reprochés
- un Travail d'Intérêt Général (T.I.G.)
- d'un devoir supplémentaire qui devra être signé par les parents et qui fera l'objet d'une vérification,
- d'une retenue y compris **le soir jusqu'à 18h00**
- d'une exclusion ponctuelle d'un cours. Elle s'accompagne d'une prise en charge de l'élève ; elle doit demeurer exceptionnelle et donner lieu systématiquement à un rapport écrit au Conseiller Principal d'Education lequel sera adressé aux familles. L'élève effectuera un travail supplémentaire dans le cadre d'un dispositif prévu à cet effet.

C. Sanctions disciplinaires - Article R511-13 du code de l'éducation.

Elles concernent les atteintes aux personnes et aux biens ainsi que les manquements graves aux obligations des élèves.

Elles sont automatiques dans certains cas (violences verbales, violences physiques, manquements graves au règlement intérieur) et prononcées par le Chef d'Etablissement et/ou le Conseil de Discipline.

Selon la nature et la gravité des actes commis, les élèves sont passibles :

- de l'avertissement prononcé par le chef d'établissement,
- du blâme,
- de la « mesure de responsabilisation » qui s'effectuera sous forme de travaux d'intérêt collectif « TIC ». (L'élève effectuera ce TIC, hors emploi du temps, dans l'établissement ou dans une structure type association, collectivités territoriales. Une convention est prévue à cet effet.

- de l'exclusion temporaire de la classe. Pendant l'accomplissement de cette sanction, l'élève est accueilli dans l'établissement. La durée de cette exclusion ne peut pas excéder huit jours. Par ailleurs, l'élève aura l'obligation d'effectuer le travail remis par les professeurs demandeurs de la sanction (Article 6 – Décret 24/06/2011),
- de l'exclusion temporaire de l'établissement de un à huit jours, prononcée par le Chef d'Etablissement ou le Conseil de Discipline,
En cas d'exclusion temporaire, l'élève doit tenir à jour ses cours et effectuer les travaux demandés par ses professeurs,
- de l'exclusion définitive de l'établissement ou de l'un de ses services annexes, prononcée par le conseil de discipline de l'établissement.

Lorsque les infractions commises par les élèves sont qualifiées au plan pénal (vol, recel, violences physiques ou verbales aux personnes, atteintes aux biens, port d'arme, atteintes sexuelles, toxicomanie) le Directeur Académique, le Procureur de la République et les autorités de police en sont saisis, en application de la loi. Elles peuvent donner lieu à un dépôt de plainte.

Ce règlement intérieur a été adopté par le Conseil d'Administration de l'établissement.

Il peut être révisé périodiquement en fonction de sa pratique et de son application, à la demande des membres du Conseil d'Administration.

L'inscription de l'élève dans l'établissement équivaut à l'acceptation du règlement intérieur. Les signataires s'engagent à le respecter.

Signature de l'élève :

Signature des représentants légaux :